

## Pourquoi le Centre droit peine à retrouver de l'oxygène que lui redonnent pourtant les difficultés d'Emmanuel Macron



Le centre-droit saura-t-il profiter des difficultés d'Emmanuel Macron ?

Avec Jérôme Fourquet

Avec Maxime  
Tandonnet

**Atlantico :** Depuis le début de son quinquennat, Emmanuel Macron s'est appliqué à séduire l'électorat de centre droit, une opération qui s'avère aujourd'hui moins évidente au regard des derniers sondages. En cause, depuis la fin du printemps, le président a enchaîné les déboires. Quelles sont les contradictions avec les valeurs des Centristes qui ont pu apparaître cet été ? Quelles conséquences peuvent-elles avoir sur l'avenir du centre-droit ?

**Maxime Tandonnet :** La question de la décentralisation est sans doute l'une des raisons de la froideur des centristes envers la présidence Macron. Ce dernier entretient une approche centralisée et lui-même parle d'ailleurs de l'exercice d'une "autorité verticale". Les collectivités territoriales ont subi fortement les conséquences des restrictions budgétaires avec la baisse considérable des dotations de l'Etat, dans le prolongement du quinquennat hollandais. Cette conception centralisatrice du pouvoir est difficilement compatible avec la vision traditionnellement régionaliste et localiste des centristes. Les partis d'inspiration centriste sont traditionnellement des partis de notables et d'élus locaux. Les centristes ont en revanche été séduits, dès le départ, par le discours très européiste du président Macron. Lors des élections présidentielles, cet aspect "vertical" de la conception du pouvoir de la présidence Macron ne s'est pas vraiment exprimé. Il est apparu par la suite. C'est la combinaison du discours économique libéral et de l'européisme marqué, s'ajoutant au dépassement du clivage droite/gauche, à la promesse de vertu, une apparence de jeunesse et de renouveau, qui est à l'origine du ralliement du centre lors des élections présidentielles et législatives.

**Jérôme Fourquet :** Si l'on reprend la genèse de l'émergence du macronisme du point de vue électoral nous avons rapidement constaté que le ralliement de François Bayrou a amené toute une partie de ses troupes du modéré, lointains héritiers de la démocratie chrétienne.

S'en est suivie une deuxième vague au moment des législatives avec le ralliement de gens de sensibilité juppéiste. On constate que les différentes familles du centre droit ont été, par vagues successives, agrégés pour composer la majorité présidentielle actuelle. Pour reprendre l'expression d'Edouard Philippe, l'objectif d'En Marche et de l'Elysée était de faire en sorte que la poutre travaille encore. Le but était aussi, au moment des Européennes, de provoquer une troisième vague de ralliement plus large avec des figures emblématiques, comme Alain Juppé ou Jean-Pierre Raffarin afin de décrocher un nouveau pan de l'électorat de la droite modérée

---

venant consolider le socle du macronisme. C'est le grand dessein qui est poursuivi et qui devait se mettre en place avec les Européennes.

Pas mal de choses ont été faites pour aller en ce sens, qu'il s'agisse de la nomination d'un certain nombre de figures qui représentent la droite, mais aussi dans l'agenda des réformes avec un certain nombre de réformes économiques et sociales qui ont vocation à parler à cet électorat de droite modérée et libérale et à la faire rejoindre les rangs de la majorité. C'est le cadre général.

Cette stratégie semblait en bonne voie jusqu'au début de l'été avant que n'arrive l'affaire Benalla qui a pas mal déstabilisé l'exécutif. Nous sommes maintenant dans une situation où, en quelques mois, les vents ont tourné et la réussite de cette opération apparaît moins évidente.

Jean-Pierre Raffarin, pour faire monter les enchères, a accordé une interview au Monde dans laquelle il laissait les trois scénarii ouverts pour les Européennes : liste autonome, le rabibochage avec l'appareil "wauquiezien" et une alliance en bonne et due forme sur les questions européennes avec En Marche.

Le fait qu'il laisse ces options ouvertes indique que le dernier scénario ne va plus de soi. Il n'est plus aussi plausible qu'on aurait pu le penser.

Il y a un certain nombre de sujets qui ont fait que cette opération pourrait capoter. D'abord, si nous avons des convergences de vu très clairs sur la question européenne entre En Marche et cette droite centriste, nous avons également des points de discordes très importants : d'une part l'attachement à une conception girondine des pouvoirs et des équilibres entre Paris et les territoires (cela ne parle pas forcément aux électeurs de cette formation politique, mais à ses cadres et ses élus) et la pratique assez dirigiste menée depuis le début par Emmanuel Macron en direction des collectivités. Cela a assez fortement froissé.

L'exercice du pouvoir et le rôle des contre-pouvoirs, c'est un autre sujet qui a également froissé cette droite humaniste. Ils ont d'ailleurs étaient très discrets à ce moment-là.

Un troisième point, tout aussi important à mes yeux si ce n'est plus, la question du budget et de la lutte contre les déficits publics. C'est un enjeu central.

Plus globalement, la côte d'Emmanuel Macron dans les sondages d'opinion ayant chuté, notamment à droite en partie parce que l'électorat soutenait un président qui avait eu le courage de faire les réformes qu'ils attendaient et que leurs propres leaders avaient échoué à mener et ont été déçus. Cette droite achetait aussi le discours macronien qui consiste à dire que des retombées économiques positives allaient se voir rapidement. Or, entre l'affaire Benalla et le départ de Nicolas Hulot, on a eu la publication d'un certain nombre d'indicateurs économiques négatifs : inflation qui repart, chômage qui baisse timidement, croissance moins élevée que prévue, déficit des comptes publics... Tout cela est venu ternir le discours réformateur puissant qu'Emmanuel Macron a mis en scène depuis son élection.

Depuis la fin du printemps, une partie de l'électorat de droite était sur sa faim, car avait l'impression que l'action réformatrice s'était émoussée. Ces électeurs constatent aussi qu'il n'y a pas forcément de changement majeur. Cet électorat, qui soutenait ou laissait un peu de crédit au président, a changé d'état d'esprit. Finalement, ils se demandent s'il est si réformateur que ça.

Pour toutes ses raisons, sa cote a chuté à droite et donc il devient aujourd'hui moins évident pour les dirigeants de la droite modérée, qui se réunissent ce week-end à Bordeaux auprès d'Alain Juppé, de justifier auprès de leurs électeurs un ralliement à Emmanuel Macron.

Autant intellectuellement idéologiquement il y a tous les outils pour le faire sur la question des Européennes, mais sur la décentralisation, la lutte contre le déficit et la remise en ordre des finances publiques, ça ne colle pas.

La grande question de ce colloque à Bordeaux, que vont-ils décider ?

## **Les valeurs du centrisme ne sont-elles pas plus proches d'un Laurent Wauquiez que d'un Emmanuel Macron ? Comment expliquer le dilemme actuel qui semble plus reposer sur un choix du cœur vers Emmanuel Macron que pour un choix de partage de valeurs avec Laurent Wauquiez ?**

**Jérôme Fourquet** : Cette droite modérée et ses centristes portent un certain nombre de valeurs et ont une identité propre. Toute la question n'est pas de perdre cette identité mais de savoir avec qui ils sont le plus en affinité. Lorsque l'on s'allie avec quelqu'un, ce n'est pas nécessairement quelqu'un qui nous est semblable, c'est un choix politique. C'est le dilemme posé ce week-end. On voit bien que la posture d'opposition constructive est assez illisible. Organisationnellement parlant, entre l'UDI et les constructifs, c'est compliqué. Et cela va devenir de plus en plus complexe de tenir une posture d'opposition constructive. C'était une position confortable en début de quinquennat en attendant de voir ce qu'il se passait, là, la période d'attentisme bienveillant étant révolue, il faut se positionner plus clairement.

Si l'on décline cela en réflexion stratégique pour les élections européennes, les sondages nous montrent que ce qui pourrait s'apparenter à une posture d'opposition constructive et d'autonomie n'apparaît pas viable électoralement (UDI 2.5% des intentions de vote et Raffarin Juppé 4) . Se pose alors la question du choix des alliances. Objectivement il y a un certain nombre de points de convergence possible avec Macron mais cette droite modérée, historiquement étaient à l'UMP. La logique et la tradition politique voudrait que cette force politique revienne chez les LR même si la ligne incarnée par Laurent Wauquiez reste assez éloignée de leurs positions.

Petite parenthèse sur les européennes, le fait que les deux choix soient envisageables est symbolisée par le fait qu'il se murmure que Michel Barnier est très courtisé à la fois par LREM et LR pour être tête de liste. Barnier est totalement raccord avec la famille politique dont nous parlons, il se trouve qu'il pourrait très bien être tête de liste de l'un et de l'autre des deux grandes lignes. Cela montre bien que les deux options continuent d'être ouvertes. Même si un ralliement à Macron est aujourd'hui beaucoup plus problématique à assumer qu'avant l'été.

---

**Maxime Tandonnet** : Les sondages de popularité montrent une défiance croissante des centristes envers la présidence Macron. Je ne suis pas sûr que la question de la décentralisation soit la seule cause de ce désenchantement. C'est un ensemble plus général qui l'explique, un mode d'exercice du pouvoir ultra personnalisé, une communication à outrance qui accélère l'usure du pouvoir, l'affaire Benalla, les déceptions sur le plan de l'exercice vertueux du pouvoir, l'absence de résultats sur les déficits et le chômage, la prise de conscience de l'insuffisance des réformes, et surtout la politique défavorable aux retraités qui semble être très mal vécue par les Français en général. Un message négatif est passé. Il sera infiniment difficile à faire oublier. Le désenchantement des centristes est un fidèle reflet de l'état d'esprit général du pays... Mais cette désillusion ne semble pas se traduire à ce stade par un ralliement à M. Wauquiez. Les sondages ne montrent pour l'instant aucun effet de bascule du côté des centristes entre LREM et LR. Les déçus du macronisme sont pour l'instant désorientés. Ils auraient davantage tendance à s'identifier à des personnalités comme Mme Péresse, ou encore M. Juppé qui reste populaire dans ce secteur de l'opinion.

**En quoi l'évolution du discours de Laurent Wauquiez, au cours de ces derniers mois, mais également ces derniers jours, peut-il révéler cette volonté des LR de "rassembler" une nouvelle fois l'ensemble de la famille ?**

**Maxime Tandonnet** : Le discours de M. Wauquiez semble en effet avoir beaucoup évolué sur la question de l'Europe. Son livre de 2014 préconisait un changement radical de l'Europe, recentrée sur les Etats fondateurs. Cet ouvrage avait déplu aux centristes, y voyant une remise en cause de l'organisation et du fonctionnement bruxellois auxquels ils sont attachés. On voit bien que M. Wauquiez a modifié son angle de tir, insistant désormais sur l'attachement traditionnel de LR à la construction européenne. Le leader des Républicains s'efforce de rassembler autour d'un discours à deux facettes: l'attachement à la construction européenne et à l'euro d'une part, pour récupérer les centristes, la maîtrise de l'immigration d'autre part, s'adressant à son aile conservatrice. Ce compromis est habile. Mais pour l'instant, l'obstacle tient à son image personnelle qui reste difficilement compatible avec la sensibilité centriste. De fait, celle-ci ne s'accommodera jamais d'une image qui est ressentie comme exagérément carriériste, personnelle, clivante et autoritaire. Le centrisme est aussi une façon de s'opposer à une approche conflictuelle de la politique. Vis-à-vis de cet électorat, dont le soutien sera déterminant pour espérer gagner les élections, M. Wauquiez doit réussir à prouver qu'il n'a rien d'un obsédé de la conquête de l'Elysée et de son engagement sincère et désintéressé au service du bien commun de la Nation et de son unité. Sinon, les centristes s'ajouteront à la grande masse des abstentionnistes, ou bien retourneront, faute de choix, vers M. Macron, ou bien tourneront leurs espoirs sur d'autres personnalités, plus consensuelles, comme Mme Péresse voire M. Larcher. Le défi est considérable pour M. Wauquiez, car il est beaucoup plus difficile de modifier une image personnelle que de faire évoluer un discours sur les idées. Cela dit, nous vivons une ère d'incertitude totale, sans précédent, quant à l'avenir politique de la France, rien n'est figé et en quatre ans, out peut arriver, dans un sens ou dans un autre...

**Jérôme Fourquet** : Laurent Wauquiez avait fait le constat d'une très forte capacité d'attraction du Macronisme sur cette famille politique et ses représentants. Et donc il ne servait pas à grand-chose de lutter contre les éléments. Mais en homme politique qu'il est, il a sans doute lui aussi ressenti le changement de météo qui s'est opéré au cours de l'été. Et donc il se dit que ce n'est peut-être pas complètement perdu et qu'il y a sans doute moyen de faire revenir dans le giron de Républicains cette partie de l'électorat qui s'était éloignée depuis un an. Les perspectives changent et les choix politiques économiques fait par Macron (notamment en ciblant les retraités, mais aussi en allant que très modestement sur le chemin de la réduction du déficit public par la réduction du nombre de fonctionnaires par exemple) va amener du grain à moudre à Laurent Wauquiez et ses lieutenants dans leur stratégie de rabibochage.

En termes de météo politique comme en termes de choix des grandes orientations d'Emmanuel Macron, Laurent Wauquiez a quelques munitions pour refaire travailler la droite ensemble. On a l'impression que les forces se réveillent. Même si l'issu n'est pas acté dans un sens comme dans l'autre. Cela se jouera dans les prochains mois. Ce qui se dira à Bordeaux ce week-end sera capital.